Jean-Pierre Sueur a participé au forum du Parti socialiste sur l'université et la recherche organisé à Toulouse par Bertrand Monthubert et Geneviève Fioraso, en présence de Martine Aubry.

Dans son intervention, il a abordé deux points : l'autonomie des universités et le crédit impôt recherche. Extraits.

Autonomie des universités. « L'autonomie des universités est, bien sûr, un progrès par rapport à la centralisation excessive et à la bureaucratie. Mais soyons clairs : il y a plusieurs conceptions de l'autonomie. Nous avons eu raison de voter les lois de décentralisation qui a été un grand progrès. Mais la décentralisation n'est pas la négation de l'Etat. C'est la négation d'un Etat omnipotent, qui voulait tout faire. Mais l'Etat reste indispensable pour assurer ses missions régaliennes et garantir l'égalité sur l'ensemble du territoire. Autrement dit, la décentralisation, ce n'est pas l'addition des égoïsmes des collectivités locales : c'est une manière plus efficace d'œuvrer pour l'intérêt général, conjointement avec l'Etat, chacun assumant les prérogatives qui sont les siennes. Il en va de même pour l'autonomie des universités. Il ne s'agit pas d'aller vers une concurrence forcée. Il s'agit de mieux gérer, d'être plus efficace, d'assurer dans chaque université le meilleur service public possible. Mais l'Etat garde, pour nous, des prérogatives non négligeables (ce qui nous oppose aux libéraux pour lesquels le seul jeu de la concurrence produit automatiquement le bien commun). Nous tenons à un ministère de l'enseignement supérieur qui assure la cohérence d'ensemble et veille à ce que des enseignements supérieurs de qualité soient offerts sur l'ensemble du territoire, aussi bien dans les régions les plus pauvres que dans les plus riches ».

Crédit impôt recherche. « Je tiens à dénoncer les trop nombreux effets d'aubaine qui existent et consistent, pour certaines entreprises – je pense à certaines banques ou compagnies d'assurance – à bénéficier du crédit impôt recherche. Il me paraît nécessaire de rompre demain avec ces pratiques. C'est d'autant plus nécessaire quand on voit les salaires et les moyens dont disposent beaucoup de doctorants et jeunes chercheurs dans notre pays »